

# “La complaisance avec l’islam politique, ça suffit !”

Le 15 juin, le maire de Montpellier, **Michaël Delafosse**, accueillait le colloque du Comité national d’action laïque, organisation historique de défense de l’école publique. “Marianne” s’est entretenu à cette occasion avec ce professeur d’histoire-géo qui invite la gauche à renouer avec la défense de la laïcité. **PROPOS RECUEILLIS PAR HADRIEN BRACHET**

**Marianne :** Selon un sondage Ifop, près d’un enseignant sur deux s’est déjà autocensuré dans l’enseignement de la liberté d’expression, de la laïcité ou de l’esprit critique, pour éviter des incidents. Et 65 % des professeurs remarquent aussi que la loi de 2004 sur les signes manifestant une appartenance religieuse fait l’objet de contestations dans leur établissement. Comment en est-on arrivé là ?

**Michaël Delafosse :** Ce sondage confirme ce que l’on entend lorsque l’on croise des professeurs, des parents inquiets, des agents de l’Éducation nationale ou ce que je perçois moi-même en tant qu’enseignant. Ces phénomènes préoccupants découlent d’une absence de clarté tant de l’institution scolaire que de responsables élus. Il y a eu un relâchement dans la compréhension et la défense de la laïcité.

**Les enseignants sont-ils insuffisamment soutenus par leur institution ?**

Samuel Paty s’est retrouvé tout seul. Les enseignants et les fonctionnaires en général sont très seuls. Le « pas de vagues » est une réalité. L’Éducation nationale a parfois été très mobilisée, mais il lui est aussi arrivé de pratiquer la politique de l’autruche. L’affirmation de nos principes n’a pas été suffisamment claire, donnant prise aux forces qui veulent défier l’école.

Il y a aussi la responsabilité du discours politique. Je me souviens qu’en 2020, quand j’écrivais « laïcité » sur mes tracts, 90 % de la gauche me demandait de quoi je parlais.

**Devant le Comité national d’action laïque (Cnal), vous avez déclaré être « stupéfait que certains leaders politiques considèrent que la question des abayas ne doit pas être traitée ». L’Éducation nationale doit-elle considérer systématiquement ces tenues comme manifestant une appartenance religieuse ?**

Il existe des influences religieuses liées à un islam politique qui, sur les réseaux sociaux, poussent à porter des abayas. Ces groupes veulent défier la République, et nous, nous continuons à dire que nous ne savons pas. Il faut être clair, l’institution doit rappeler l’obligation de neutralité. La complaisance, ça suffit ! Il faut expliquer aux élèves l’interdiction. Mais avant, nous devons poser la règle. Nous sommes en train de refaire l’erreur des foulards de Creil en 1989, avec l’entre-deux qui a suivi [ministre de l’Éducation nationale, Lionel Jospin n’avait pas tranché en s’en remettant au Conseil d’État]. J’ai été abasourdi par la position du député LFI Bompard, qui a répondu que nous n’allions pas nous mettre à faire une police du vêtement. J’invite ce parlementaire à mesurer que, derrière ce vête-

ment, il y a des gens qui veulent déstabiliser la République.

**Pap Ndiaye est-il à la hauteur sur ces sujets ?**

Je pense qu’il y a une prise de conscience de l’institution scolaire. Je suis très reconnaissant à Pap Ndiaye d’être venu inaugurer une école Samuel-Paty à Montpellier. J’ai aussi été très ému que son premier déplacement soit dans le collège de Samuel Paty. Les divergences doivent être relevées, mais je crois qu’il est important que l’ensemble de la société se remobilise autour des questions de neutralité du service public. Aucun enseignant de France ne doit se sentir seul et renoncer au contenu de ses enseignements.

**Autre actualité dans le monde éducatif : la mixité sociale.**

**En 2021, une femme du quartier de la Paillade, à Montpellier, avait lancé à Emmanuel Macron : « Mon fils, qui a 8 ans, m’a demandé si le prénom Pierre existait vraiment ou s’il n’était que dans les livres. »**

Le séparatisme scolaire abîme la République. La mixité est un enjeu républicain. Quand on met des moyens, quand on mobilise les acteurs, on peut y parvenir. L’expérience que mène Sébastien Vincini à Toulouse force le respect [des élèves de quartiers populaires ont été scolarisés dans des établissements plus favorisés]. À la Paillade, j’ai proposé une



**MICHAËL DELAFOSSE**, membre du Parti socialiste (PS), a été élu maire de Montpellier en juillet 2020, après cinq années au conseil départemental de l'Hérault.

rénovation urbaine pensée avec la construction des écoles. Ce sont des stratégies longues qui demandent du courage. Combien d'élus se cachent sur ces sujets ? Le ministre de l'Éducation avait plutôt des intentions louables en la matière, mais il n'a pas été suivi.

**En 2020, Montpellier a été la première métropole à instaurer une charte de la laïcité pour les associations subventionnées. Quel bilan en tirez-vous ? Est-ce suffisant pour s'assurer du respect de la laïcité ?**

On ne peut pas mettre un policier derrière chaque personne, mais cette charte participe de la remobilisation qui doit être la nôtre. Cela m'a permis de clarifier la situation dans certains endroits, par exemple quand des locaux municipaux étaient devenus des lieux de prière ; 98 % des associations ont signé, cela préserve de l'ingérence communautaire, c'est important. L'immense majorité des gens a ses croyances et tout se passe bien. Mais, aux États-Unis, un mouvement évangélique veut supprimer le droit à l'avortement,

des personnes homosexuelles continuent d'être tuées à travers le monde, et, en France, nous assistons à un retour du fanatisme religieux. Cela nous oblige à la clarté.

**À qui pensez-vous lorsque vous évoquez ceux « qui veulent transformer la laïcité en glaive » ?**

Par exemple à un maire d'extrême droite qui installe une crèche dans sa mairie mais qui, par ailleurs, parle de laïcité... Il y a une confusion des mots sur laquelle l'extrême droite joue en utilisant la laïcité. Comme la gauche républicaine s'est trop tue, il y a une confusion. Le beau mot de « laïcité » ne peut pas être utilisé par l'extrême droite, qui est nostalgique d'avant 1905.

**La gauche n'a pas été suffisamment claire ?**

C'est un sujet qui avait été totalement abandonné. Il fut un temps où, lors des congrès socialistes, les salles exultaient quand on parlait de laïcité. En 2019, quand il y a eu l'attaque contre la mosquée de Bayonne, la gauche aurait pu organiser son propre rassemble-

ment. Mais elle a préféré aller derrière des banderoles de religieux. Nous la gauche, nous les enfants de Camus, nous qui pleurons Charb de toutes nos larmes, nous sommes allés défiler derrière le terme « islamophobie ».

**Le 10 juin, vous avez participé au meeting du mouvement de Bernard Cazeneuve, destiné à proposer une alternative à la Nupes. François Hollande était présent. La gauche ne devrait-elle pas commencer par faire l'inventaire de son quinquennat ?**

Quand la gauche gouverne, il faut toujours en tirer des enseignements. Au cours du mandat de François Hollande, la déchéance de nationalité ou la loi Travail ont été des points de désaccord. Mais rappelons-nous que, lorsque Nicolas Sarkozy était au pouvoir, nous manifestions contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Avec François Hollande, il y a eu l'accord de la COP21, le premier Mariage pour tous. La société du procès d'intention permanent ne fait pas avancer. ■